

FRANCEINFO :

8H30 FRANCEINFO – Le 26/01/2026 – 08 :34 :22

Invité : Edouard GEFFRAY, ministre de l'Education nationale

AGATHE LAMBRET

Bonjour Edouard GEFFRAY.

EDOUARD GEFFRAY

Bonjour.

AGATHE LAMBRET

Merci d'être avec nous sur France Info. Bonjour Paul.

PAUL LARROUTUROU

Bonjour à tous.

AGATHE LAMBRET

C'est l'une des images de ce week-end, cette marche blanche hier en Seine-et-Marne en hommage à Camélia. Il y a dix jours, cette adolescente de 17 ans, victime de harcèlement scolaire, s'est suicidée. Son oncle a lancé un appel à ne pas se taire.

SALIM AYACHI, ONCLE DE CAMELIA

Les mots des enfants étouffés par le silence des adultes finissent par tuer. Nous ne pouvons pas laisser ça se reproduire.

AGATHE LAMBRET

Edouard GEFFRAY, c'est l'Education nationale qui est responsable ?

EDOUARD GEFFRAY

Alors d'abord, je me permets de redire toutes mes pensées à la famille et à la communauté éducative, parce que pour une famille, c'est le pire qui puisse arriver. Et c'est une vie brisée. Et évidemment, toute la communauté éducative est très touchée. Et je crois que le... comment dire ? Les échos de ce suicide de la jeune Camélia montrent bien que c'est une société entière qui est touchée. Sur les responsabilités, je ne sais pas à ce stade. Il y a une enquête pénale qui est en cours, il y a une enquête administrative qui est en cours. J'ai moi-même diligenté une enquête de l'Inspection générale. J'attends les conclusions dans les prochains jours. Ils sont en train d'auditionner un certain nombre de personnes. Et en attendant cela, je crois qu'il y a deux choses qu'il faut avoir à l'esprit. La première, c'est la plus grande prudence. Il n'y a pas de tribunal numérique en France. Et donc il faut faire attention à ne pas tout de suite imputer des responsabilités. Il y a une enquête, elle le dira et après, s'il y a des...

AGATHE LAMBRET

Vous parlez du proviseur.

EDOUARD GEFFRAY

Tout à fait.

PAUL LARROUTUROU

Vous parlez du proviseur qui a été mis en retrait de ses fonctions à sa demande.

EDOUARD GEFFRAY

Et s'il y a des mesures à prendre, je les prendrai. Et je peux vous garantir que ma main ne faiblira pas. Mais je les prendrai en fonction des conclusions de l'enquête.

AGATHE LAMBRET

Pour qu'on comprenne de quoi on parle, pardon, mais le jour de son suicide, Camélia avait vu le proviseur. Elle écrit ensuite à sa mère : « Il a dit que je me victimise ». Et puis elle se donne la mort. Vous, qu'est-ce que vous savez aujourd'hui de la responsabilité du proviseur ?

EDOUARD GEFFRAY

Précisément, aujourd'hui, j'ai demandé une enquête et quand j'aurai la relation totale des faits et leur chronologie, je pourrai me prononcer.

PAUL LARROUTUROU

Rien aujourd'hui ne prouve que le proviseur a une part de responsabilité ?

EDOUARD GEFFRAY

Il y a les faits que vous avez mentionnés qui ont justifié que je déclençais une enquête, sinon je ne l'aurais pas déclenché. J'ai déclenché une enquête.

PAUL LARROUTUROU

Vous l'avez vu directement, lui ?

EDOUARD GEFFRAY

Non, je n'ai pas souhaité précisément pour ne pas perturber l'enquête. Donc habituellement, quand il y a un problème, j'appelle les proviseurs. Là en l'occurrence, je ne souhaitais pas perturber l'enquête. Donc il y a une enquête. Quand l'enquête aura conclu, à ce moment-là, j'en tirerai les conclusions. Et la deuxième chose, et c'est quand même important, je rebondis sur ce que disait l'oncle de Camélia et vraiment, mais, et je le dis à tout le monde, par pitié, ne vous taisez pas. Vous êtes victime...

AGATHE LAMBRET

Oui, il parle des mots des enfants étouffés par le silence des adultes. Mais il vise aussi peut-être l'Education nationale.

EDOUARD GEFFRAY

Par définition, il vise tous ceux qui n'ont pas réagi en temps. Mais vous êtes victimes, vous êtes témoins, vous en parlez à un adulte, vous faites le 3018. C'est un numéro gratuit.

AGATHE LAMBRET

Ça, c'est le numéro d'appel qui n'a pas été utilisé dans cette affaire.

EDOUARD GEFFRAY

Non.

AGATHE LAMBRET

Et alors comment ça se fait ? Ni par la famille, ni par le personnel scolaire.

EDOUARD GEFFRAY

Là aussi, ça fait partie des choses qu'il faudra regarder. Mais effectivement, il n'y a pas eu d'alerte, si je puis dire, au-dessus. Il y a eu effectivement des alertes, probablement au niveau de l'établissement, il n'y a pas eu d'alerte au-dessus. Et donc vraiment je le redis : « On a tous une part de responsabilité pour protéger nos enfants ». On ne peut pas laisser faire ça. Et donc vous êtes adulte, vous êtes enfants, vous êtes témoins,

vous êtes victimes vous décrochez votre téléphone, vous faites le 3018. Vraiment, enfin par pitié, il faut le dire à tout le monde, il faut que ça soit affiché partout. Il faut que ce soit répété sur vos chaînes, le 3018, le 3018, le 3018, on l'appelle. Et après, nous, derrière, on assure.

PAUL LARROUTUROU

Le message est passé. On va écouter maintenant d'abord Sherazade, qui a participé hier à la marche, au micro France Info de Farid ANOUAR et ensuite Justine ATLAN, qui est directrice générale de l'Association de la protection des enfants sur Internet, e-Enfance.

SHERAZADE, ELEVE DU LYCEE HONORE DE BALZAC DE MITRY-MORY (SEINE-ET-MARNE)

Au début de l'année, on en parle. Des fois, il y a des interventions, mais en réalité elle ne nous en parle pas plus que ça. On nous fait faire des QCM pour nous demander si on est seul, si on ne se sent pas bien ou triste, etc. Mais il n'y a jamais rien derrière.

JUSTINE ATLAN, DIRECTRICE GENERALE DE L'ASSOCIATION E-ENFANCE

Il manque certainement de formation parce qu'on se rend compte que souvent les adultes dans les établissements ont du mal à s'en saisir, enseignants, proviseurs, même effectivement surveillants. Il faut vraiment que tous ceux qui sont témoins, adultes puissent s'en saisir.

PAUL LARROUTUROU

QCM, manque d'information, est-ce que vous partagez ce constat ?

EDOUARD GEFFRAY

Alors on a un programme qui s'appelle Phare qui normalement est déployé dans tous les établissements. Et d'ailleurs, je vais relancer aujourd'hui même tous les recteurs et tous les directeurs académiques pour faire en sorte que ce soit effectivement le cas et pour remettre, si je puis dire, un nouveau coup d'accélérateur sur ces sujets-là. Dans ce cadre-là, on forme, on forme les élèves, on forme les professeurs, on forme les personnels, etc. Est-ce que ça suffit ? La réponse est non, parce qu'on est sur un phénomène qui est à la fois massif et qui est pernicieux. C'est-à-dire que le problème du harcèlement, c'est que c'est compliqué à détecter. Et en plus, il se poursuit sur les réseaux sociaux.

AGATHE LAMBRET

Il y a des coordinateurs dans le cadre de ce dispositif Phare, les coordinateurs harcèlement. Là, normalement, il y en a dans tous les établissements.

EDOUARD GEFFRAY

Il y a une équipe par établissement et il y a en plus une équipe par département et par académie.

AGATHE LAMBRET

Et là, cette équipe n'a pas été saisie. Il y a eu un harcèlement.

EDOUARD GEFFRAY

En l'occurrence, je ne le sais pas. Ça fait partie des choses qu'on verra.

AGATHE LAMBRET

Vous ne savez pas encore ?

EDOUARD GEFFRAY

Non, ça fait partie de ce qu'on verra parce que j'attends, je ne ramasse pas les choses bout par bout, j'attends les conclusions de

l'enquête dans les jours qui viennent et à ce moment-là, on saura tout, on aura un film complet.

PAUL LARROUTUROU

Vous parlez du programme Phare qui est effectivement très important dans toute la France. Et la présidente dans le département, la FCPE, qui on sait, est la première fédération de parents d'élèves de l'école publique, trouve qu'il est très bien fait, très bien construit, ce programme Phare, mais elle pointe le manque de moyens pour faire appliquer ce programme. Est-ce que vous manquez d'argent à l'échelle nationale pour lutter contre le harcèlement ?

EDOUARD GEFFRAY

Honnêtement, je ne dirais pas qu'on manque d'argent. Il y a une nécessité. En fait, pour nous, le vrai enjeu, c'est de se mettre constamment à jour. C'est un sujet sur lequel finalement, il faut constamment se reformer. Et une fois encore, c'est un sujet sur lequel on lutte, nous, sur un terrain qui est l'environnement scolaire. Mais en dehors de l'environnement scolaire, je ne sais pas faire. Et l'école ne peut pas tout faire. Donc quand nos jeunes se font harceler sur les réseaux sociaux, au-delà des murs de l'école, il y a des choses que je sais faire dans l'école, au-delà des murs, ça devient compliqué. Et c'est pour ça qu'il faut se battre sur tous les terrains.

AGATHE LAMBRET

On va en parler. Juste d'abord, vous avez rencontré la famille de Camélia ?

EDOUARD GEFFRAY

Non, je leur ai écrit, mais j'ai souhaité respecter leur deuil. Je leur ai écrit, je suis à leur disposition. Je ne tiens pas à faire publicité de ma petite personne quand les gens sont confrontés à un drame pareil. Je pense qu'ils ont besoin d'abord de recueillement, de respect. Et moi, je respecte profondément la douleur. Evidemment, je les recevrai quand j'aurai les résultats de l'enquête pour les partager avec eux. Ça, c'est sûr.

AGATHE LAMBRET

Edouard GEFFRAY, vous parliez des souffrances en dehors de l'école. Il y a un autre suicide d'une adolescente de 12 ans qui a eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi. Une adolescente qui s'est pendue dans sa chambre à Glorianes, dans les Pyrénées Orientales. Que savez-vous de ce drame et qu'avez-vous fait ?

EDOUARD GEFFRAY

Alors en première analyse, je dis bien en première analyse, je dis bien en première analyse, puisqu'il y a un inspecteur académique qui est venu aussitôt sur les lieux, nous, nous n'avons aucun élément ni à l'échelle des établissements, ni en dehors, donc ni le 3018, etc. qui témoignerait de harcèlement. Et en revanche, les différents éléments, pour être tout à fait transparent, m'ont conduit à faire un signalement au procureur sur l'environnement familial de cette jeune fille.

PAUL LARROUTUROU

C'est-à-dire.

AGATHE LAMBRET

L'article 40.

EDOUARD GEFFRAY

C'est-à-dire effectivement un signalement au procureur sur des faits dont on a eu connaissance et qui nous semblent justifier qu'il y a un regard de la justice dans le cadre de l'enquête judiciaire.

PAUL LARROUTUROU

Donc à ce stade, vous écarterez la piste du harcèlement scolaire. Il n'y aura pas d'enquête administrative.

EDOUARD GEFFRAY

Alors il y a une enquête puisqu'il y a un inspecteur qui est sur place. Mais les premiers éléments ne montrent pas a priori, en tout cas, il n'y avait eu aucune saisine de personne sur des faits de harcèlement.

PAUL LARROUTUROU

Là, on vient de parler de deux suicides d'adolescentes en l'espace d'à peine deux semaines. Est-ce qu'il y a une recrudescence de suicides chez les jeunes, en particulier chez les jeunes filles ?

EDOUARD GEFFRAY

Alors de manière générale, depuis le Covid, il y a une recrudescence des suicides ou des tentatives de suicide, très substantielle. Santé publique France parle de 80 % en cinq ans. Donc oui, il y a une recrudescence importante depuis le Covid grosso modo au cours des cinq dernières années.

AGATHE LAMBRET

Et c'est lié à quoi cette recrudescence ?

EDOUARD GEFFRAY

C'est très difficile à qualifier. Clairement, ça touche plus les jeunes filles que les garçons. Déjà, premier élément. Et deuxième élément, les écrans jouent un rôle, on va dire, en tous cas d'accélérateur ou d'aggravation. Il y a eu une enquête qui est sortie en début d'année sur la santé mentale de nos jeunes. Très clairement, plus ils consomment des écrans, plus leur santé mentale se dégrade. Il y a vraiment une relation de cause à effet qui est vraiment très catégorique de ce point de vue-là.

AGATHE LAMBRET

On va parler justement de l'interdiction des écrans, mais on parle quand même de deux suicides de jeunes filles en moins de 15 jours, d'un dispositif Phare qui n'a peut-être pas été déclenché, d'un numéro d'urgence qui n'a pas été utilisé. Enfin c'est un constat d'échec, non ?

EDOUARD GEFFRAY

Mais je pense surtout que d'abord, quand il y a mort d'homme, il y a échec, c'est clair. Mais je pense aussi qu'il y a un enjeu de maturité collective. On ne peut pas tout attendre de l'école. On a notre rôle à jouer. Si on l'a mal joué, une fois encore, j'en tirerai les conséquences. Mais on ne peut pas tout attendre de l'école. Et il faut vraiment que notre société se mobilise, que les parents se mobilisent, qu'ils parlent avec leurs enfants, qu'ils restreignent l'usage des réseaux sociaux. Ce n'est pas un mal de restreindre l'usage des réseaux sociaux par ses enfants, ça le sauve. Et donc il faut qu'on se batte collectivement. Mais vous savez, c'est un combat qui touche l'ensemble de la société. Ce n'est pas seulement...

AGATHE LAMBRET

Que les parents doivent faire plus aussi, selon vous, on ne peut pas tout attendre de l'école ?

EDOUARD GEFFRAY

En tout cas, pour y arriver, il faut qu'on soit main dans la main sur le sujet. Et d'ailleurs tous les parents que j'ai rencontrés etc. le savent très bien. Il faut qu'on soit main dans la main sur le sujet. Si on considère qu'il y a une brique qui assure et que les autres, pendant ce temps-là, dans le fond, n'ont pas besoin de s'en préoccuper, là, on prend des risques.

PAUL LARROUTUROU

Vous parliez des réseaux sociaux justement, vous soutenez le texte qui vise à les interdire aux moins de 15 ans, qui est examiné aujourd'hui à l'Assemblée. Le Président MACRON a annoncé une procédure accélérée pour qu'il entre en vigueur dès la rentrée prochaine. Ce qui voudrait dire que concrètement, le 1^{er} septembre 2026, les Français devront donner une pièce d'identité pour s'inscrire sur les réseaux sociaux. Vous croyez vraiment que c'est possible, ça ?

EDOUARD GEFFRAY

Non seulement je pense que c'est possible, mais c'est nécessaire. Parce qu'une fois encore aujourd'hui, si vous voulez, il y a plusieurs enjeux. Il y a un enjeu de santé publique. On vient de parler de la santé mentale. Il y a un enjeu cognitif. C'est-à-dire que nos jeunes, ils passent des heures et des heures et des heures à scroller comme on dit, ou à swiper sur TikTok et autres.

PAUL LARROUTUROU

Un quart des jeunes passe plus de cinq heures par jour sur les écrans.

EDOUARD GEFFRAY

Oui. Enfin vous vous rendez compte de ça veut dire. Et après ça, on me dit : « Mais que faites-vous à l'école ? » Mais s'ils passent plus de temps sur TikTok que dans la classe, comment voulez-vous que je dise à un professeur qui est là pour éveiller les consciences civiques ?

AGATHE LAMBRET

Mais je pense que le constat on est assez nombreux à le partager. En revanche, concrètement, comment vous faites ? Parce que là, vraiment, vous pensez qu'on va présenter une pièce d'identité à chaque fois qu'on voudra s'inscrire sur un réseau social.

EDOUARD GEFFRAY

D'abord, on n'est pas obligé de présenter une pièce d'identité. Il y a plusieurs modèles qui existent. Soit alors effectivement on est obligé de justifier sa propre identité directement auprès du réseau social. Soit alors il y a ce qu'on appelle un tiers de confiance, c'est-à-dire que vous passez par quelqu'un qui connaît votre identité et qui dit au réseau social : « Oui, il a plus de 15ans ou non, il a moins de 15 ans. »

PAUL LARROUTUROU

Est-ce que vous avez déjà expérimenté avec les sites pornographiques ?

EDOUARD GEFFRAY

Alors pour les sites pornographiques, les moins de 18 ans, ça, ça marche. Il se trouve que nous, pour les réseaux sociaux en plus, on a une solution à l'Education nationale qui permettrait directement à l'élève de passer par cette plateforme là et de ne pas avoir à donner des éléments personnels sur lui, mais simplement à la plateforme de dire : « Oui, non ».

AGATHE LAMBRET

Mais vous pensez que les plateformes vont jouer le jeu ? Parce qu'en fait, aujourd'hui, c'est ça, vous misez sur la bonne volonté des plateformes, on est d'accord. Vous n'avez aucun moyen de contraindre les plateformes.

EDOUARD GEFFRAY

Pardon mais le droit, c'est une contrainte, madame.

AGATHE LAMBRET

Mais pas pour les plateformes. Les États n'ont pas le droit de contraindre les plateformes. Vous le savez ça ?

EDOUARD GEFFRAY

Non mais attendez, excusez-moi. Enfin, il y a quand même un truc qui s'appelle le droit européen et le droit national.

PAUL LARROUTUROU

Justement, ils sont en contradiction là-dedans.

EDOUARD GEFFRAY

Ça s'applique. Alors d'abord, ils ne sont plus en contradiction parce que le président de République a mené un travail au niveau européen qui a permis effectivement que l'Europe renvoie aux États membres le soin de fixer l'âge de la majorité numérique. Ça, c'est la première chose. Deuxième chose, on prend une loi, on ne fait pas des recommandations aux plateformes, on prend une loi qui va être débattue dès cet après-midi, en procédure accélérée, parce que le président de la République, l'a souhaité, et de manière à ce qu'on puisse agir dès le premier semestre, c'est-à-dire dès la rentrée. Et à partir du moment où le droit s'applique, et je vous dis ça parce qu'il se trouve que, dans une vie antérieure, je travaillais à la Commission nationale informatique et liberté sur le RGPD, on nous disait la même chose, on disait, les plateformes machin, etc. Non, je suis désolé, il y a un droit. Le droit est respecté. S'il n'est pas respecté, on paie les conséquences.

AGATHE LAMBRET

Mais attendez Edouard GEFFRAY, vous savez que selon le droit européen, la France ne peut pas faire peser une vérification d'âge sur les plateformes.

EDOUARD GEFFRAY

La France, selon le droit européen, peut fixer un âge minimal.

AGATHE LAMBRET

Oui. Mais elle ne peut pas faire peser la vérification de l'âge sur les plateformes.

EDOUARD GEFFRAY

Mais la responsabilité des plateformes, c'est de s'assurer que des mineurs, enfin des mineurs de moins de 15 ans désormais, ne seront pas inscrits en tant que tel sur la plateforme. Ce sera à eux de faire le travail.

AGATHE LAMBRET

Donc vous misez sur la bonne volonté des plateformes.

EDOUARD GEFFRAY

Ils auront quatre mois pour le faire. Non, je mise sur le respect du droit. Ils auront quatre mois pour le faire. Donc a priori parce qu'on part sur... 1^{er} septembre. Il y aura une période transitoire pour, si je puis dire, purger les comptes. Et après on aura juste protéger nos enfants d'un

dispositif ou des plateformes dont ils n'ont pas besoin et qui visent principalement, grosso modo, à utiliser leur temps de cerveau disponible.

AGATHE LAMBRET

Edouard GEFFRAY, dans un instant, on va parler de l'interdiction des téléphones au lycée aussi, mais tout de suite, il est 8 h 46 et c'est l'info en une minute avec Diane FERCHIT.

(...)

AGATHE LAMBRET

Avec Édouard GEFFRAY, ministre de l'Éducation nationale. Le téléphone : peut-être bientôt banni du lycée, Paul.

PAUL LARROUTUROU

Cet après-midi, proposition de loi de renaissance qui vise à interdire, notamment, le téléphone au lycée. Elle sera donc examinée après, on va dire, le succès mitigé au collège. Par quel miracle vous voudriez dévisser des lycéens de leur téléphone portable ? Comment faites-vous ?

EDOUARD GEFFRAY

Alors, d'abord, j'apprécie que vous utilisiez le mot « dévisser », puisqu'effectivement, on a des jeunes qui, aujourd'hui, peuvent être vissés sur leur téléphone. Alors, je suis un peu plus nuancé que vous sur le collège. Au collège, il y a une interdiction qui, globalement, fonctionne. Elle n'est pas parfaite, bien sûr. Les jeunes les retournent. Mais globalement, ça fonctionne.

AGATHE LAMBRET

Vous avez un bilan ? Vous avez des chiffres ?

EDOUARD GEFFRAY

Alors, écoutez. Je n'ai pas de chiffres comme ça en tête, mais à priori, quand on interroge les chefs d'établissement de manière, pardonnez-moi le terme empirique, ce qui m'absurde, parce que je vais souvent au collège ou au lycée, globalement, l'interdiction au collège est respectée.

AGATHE LAMBRET

On vous dit : « ça marche ».

EDOUARD GEFFRAY

Deuxième chose : nos lycéens actuels, ils ont connu le collège sans téléphone portable, hein. Ce n'est pas une nouveauté. Et donc, l'idée de dire « ah, là, là, mais ça va leur tomber dessus », mais pas du tout. Ils ont connu le collège. Ils y ont d'ailleurs plutôt bien vécu sans portable. Et ce qu'on dit, c'est qu'effectivement, le temps de l'école, et moi, je suis très ferme là-dessus, le temps de l'école, ce n'est pas le temps du téléphone.

AGATHE LAMBRET

Et comment vous l'appliquez ? Vous allez renforcer les moyens ? Puisqu'il faut du personnel. Et puis, par ailleurs, au lycée, son téléphone, on en a besoin de temps en temps pour bipper à la cantine ou pour faire d'autres choses. Donc, vous faites comment ?

EDOUARD GEFFRAY

Donc, d'abord, il y a deux choses. La première, c'est qu'effectivement, il y a un principe d'interdiction. Et ensuite, il y a les dérogations qui seront fixées dans le règlement intérieur. Si vous êtes en

internat, si vous avez besoin du téléphone pour bipper à la cantine, ce genre de choses... l'établissement. Ça va vivre localement. Et ça va s'adapter aux réalités locales. Il ne s'agit pas de dire à tout le monde « Venez sans téléphone ». Ils peuvent venir avec leur téléphone, mais ne l'utilisent pas, sauf lorsque le chef d'établissement l'a autorisé.

AGATHE LAMBRET

Et quand ils sortent et qu'ils reviennent, ils le prennent, ils sortent...

EDOUARD GEFFRAY

Non, mais ils n'ont pas besoin. Ils le mettent dans leur sac. Ils ne le sortent pas de la journée. C'est tout. Et si on les voit avec, dans la journée, dans des circonstances qui ne sont pas autorisées, à ce moment-là, on récupère le téléphone, on le confisque.

PAUL LARROUTUROU

Mais c'est comme le projet phare et le harcèlement dont on parlait tout à l'heure. Là encore, vous avez besoin de plus de moyens, donc de plus d'argent. Est-ce que vous avez les moyens monsieur le ministre ?

EDOUARD GEFFRAY

Pardonnez-moi. C'est assez intéressant comme débat, comme tout le reste d'ailleurs. Mais la question est intéressante. Moi, j'entends dire depuis quelques semaines : « Ah, mais on ne va pas pouvoir mettre une personne derrière chaque élève pour vérifier qu'il n'a pas son téléphone ». Mais enfin, depuis quand est-ce qu'on apprécie le bien-fondé d'une règle à la lumière de la capacité à mettre une personne derrière chaque risque de manquement ? Sinon, il n'y aurait plus de code de la route, hein.

PAUL LARROUTUROU

On apprécie... capacité de l'appliquer.

EDOUARD GEFFRAY

Non, mais s'il n'y a plus de code de la route.

PAUL LARROUTUROU

Mais il y a des policiers pour le faire respecter.

EDOUARD GEFFRAY

Il y a des policiers partout ? Vous avez un policier par feu rouge et par stop ? Non.

PAUL LARROUTUROU

Non, mais il y a les radars...

EDOUARD GEFFRAY

Vous avez un certain nombre de contrôles qui sont aléatoires. Quand vous êtes chef d'établissement, quand vous êtes CPE, il y a des adultes dans un établissement, ils vous voient avec un téléphone portable, le CPE vous voit avec un téléphone portable, téléphone portable confisqué, point. Mais au-delà de ça, parce que c'est ça qui compte aussi : c'est qu'il faut qu'on fasse prendre conscience à nos jeunes que quand on passe, vous dites, alors, cinq heures par jour sur son téléphone, cinq heures par jour... Les réseaux sociaux et compagnies, leur objectif, ce n'est pas votre santé physique et mentale. Leur objectif, c'est que vous passiez le maximum de temps à les consulter. Ce n'est pas que vous vous couchez tôt. Ce n'est pas que vous forcez que vous refassiez le monde avec...

AGATHE LAMBRET

Et on vous entend Edouard GEFFRAY. Vous voulez donc mettre fin au téléphone au lycée, aux réseaux sociaux pour les moins de 15 ans. Et

dans le même temps, le budget 2026 acte la suppression de 4 000 postes d'enseignants. Alors, vous mettez en avant la baisse de la démographie, mais est-ce que c'est vraiment un bon argument ? Quand on voit l'état de certaines classes, surchargées, des professeurs qui sont épuisés, qui considèrent qu'ils sont mal payés pour travailler beaucoup trop. C'est vraiment la solution de supprimer 4 000 postes ?

EDOUARD GEFFRAY

Il faut repartir du constat. On aura perdu dans le premier degré, juste dans les écoles maternelles et élémentaires, on aura perdu un million d'élèves, un million, entre 2019 et 2029. Il y a un moment... Donc, on passe de 6 700 000 à 5 700 000. Et on va perdre, grosso modo, 20 % d'élèves au cours des 15 prochaines années.

PAUL LARROUTUROU

Donc, la réponse à la démographie ?

EDOUARD GEFFRAY

Ça, c'est la démographie.

AGATHE LAMBRET

Et en même temps, il manquait 2 500 profs à la rentrée en septembre. Et on connaît tous, je pense, on est nombreux à connaître un enfant qui n'a pas eu de prof pendant six mois, pendant un an.

EDOUARD GEFFRAY

On est bien d'accord là-dessus. Mais il y a deux sujets distincts.

AGATHE LAMBRET

Donc, il manque des profs aussi ?

EDOUARD GEFFRAY

Pardonnez-moi juste. Je reprends. La démographie, c'est quand même juste un paramètre assez fondamental. Et en plus, l'école est en première ligne pour ça. Je perds donc 20 à 25 % des élèves au cours des 15 prochaines années. Ne pas en tirer les conséquences progressives, ça serait absolument irresponsable.

PAUL LARROUTUROU

Mais n'est-ce pas le bon moment pour alléger les classes du coup ?

EDOUARD GEFFRAY

Mais c'est précisément ce qu'on fait.

PAUL LARROUTUROU

Mais vous n'avez pas assez de profs pour le faire.

EDOUARD GEFFRAY

Tout simplement parce que... Non mais attendez, j'y arrive. Tout simplement, parce qu'en fait, on ne suit pas la démographie. Si on avait suivi la démographie, il aurait fallu supprimer 8 000 ou 9 000 postes cette année. On propose d'en supprimer 4 000. Pourquoi ? Parce que l'idée, c'est un atterrissage progressif. Et précisément, chaque année, depuis 2017, chaque année, on réduit le nombre d'élèves par classe. Il y a aujourd'hui plus de 2 élèves par classe en moins par rapport à 2017. On sera à 21 élèves par classe à la rentrée scolaire prochaine. C'est du jamais vu sur le système éducatif. Simplement, si vous voulez, ma ligne, et ce n'est pas une question de PLF 2026, c'est une question de long terme, c'est que sur 20 ans, il faut qu'on arrive à concevoir un atterrissage très progressif pour limiter les fermetures de classes, réduire le nombre d'élèves par classe, et

malgré tout, au bout d'un moment, tirer les conséquences des démographies qui est en chute libre pour l'instant.

AGATHE LAMBRET

Et le manque de professeurs, comment vous luttez aussi contre ce phénomène, le manque d'attractivité du métier, problème de vocation ? Vous, vous proposez une réforme de la formation des enseignants ?

EDOUARD GEFFRAY

Tout à fait.

AGATHE LAMBRET

Décaler le... Ce serait à partir d'une licence, Bac plus 3, qu'on pourrait passer le concours.

EDOUARD GEFFRAY

Si le projet de loi de finances est adopté, dès le mois de mars, là, on a des étudiants qui sont en L3 qui vont passer les concours, et qui feront leur master, donc, leur temps de formation, en fait, en tant que professeur, en étant rémunérés.

AGATHE LAMBRET

Et vous pensez que c'est ça qui va résoudre la crise des vocations ?

EDOUARD GEFFRAY

Un peu quand même. Parce que d'abord, faire ses études en master en étant rémunérés 1 400 euros net par mois la première année, 1 800 euros net par mois la deuxième année, c'est quand même plus confortable que dans d'autres circonstances. Premier élément. Et surtout, ça veut dire qu'on les prend plus tôt. On leur met le pied à l'étrier plus lentement, et de manière plus progressive. Mais derrière, il y a aussi, très clairement, un enjeu global, qu'il faudra traiter au cours des années qui viennent : de rémunération, de conditions de travail, etc.

AGATHE LAMBRET

Oui, parce que là, les salaires ne vont pas augmenter à court terme.

EDOUARD GEFFRAY

Pas à court terme. Mais on voit bien que c'est un des sujets à moyen terme. Et de manière générale, c'est un ensemble.

AGATHE LAMBRET

Vous voulez vous en saisir, de ce sujet ?

EDOUARD GEFFRAY

Dans le temps qui est le mien, ça peut être un peu compliqué. Mais de manière générale, je crois qu'il faut s'en saisir. Et donc, préparer le terrain pour la suite, oui.

PAUL LARROUTUROU

Et dans le temps qui est le nôtre, on a encore trop de questions importantes à vous poser.

EDOUARD GEFFRAY

Bien sûr. Posez-les.

PAUL LARROUTUROU

Avant la question qui est là. On y va. Ça fait deux ans qu'une campagne de vaccination scolaire contre le papillomavirus a été lancée. Pourquoi ça ne marche pas ?

EDOUARD GEFFRAY

Alors, d'abord, ça ne marche pas si mal que ça, en réalité.

PAUL LARROUTUROU

Pas aussi vite que vous voudriez.

EDOUARD GEFFRAY

C'est progressif. Maintenant, on a 58 % des jeunes filles qui sont vaccinées, 37 % des garçons, contre 13 % il y a deux ans. Donc, notre cible, c'est 80 % en 2030. Ça marchera. Et au passage, d'ailleurs, je le dis aux parents, désormais, c'est couplé avec la vaccination contre le méningocoque, donc, les méningites. Et donc, faites vacciner vos enfants. C'est 6 000 cas de cancer chaque année dû au HPV, qui sont entièrement évitables par la vaccination.

AGATHE LAMBRET

Édouard GEFFRAY, après les révélations des violences physiques et sexuelles à Notre-Dame de Bétharram et dans d'autres établissements privés, votre prédécesseur Élisabeth BORNE avait lancé un plan d'inspection. Où en est ce plan ? Où en est l'inspection ?

EDOUARD GEFFRAY

Il se déroule de manière normale, si je puis dire, au sens où on a donc 1 000 établissements privés qui ont été contrôlés l'année dernière. 40 % auront été contrôlés d'ici 2027. Donc, c'était la cible qui a été fixée par le plan. Et je m'y tiens avec beaucoup de rigueur. Et sur l'établissement de Bétharram en particulier, il y a eu plusieurs inspections successives. Donc, les choses se passent comme prévu.

AGATHE LAMBRET

Sauf que le secrétaire général de l'enseignement catholique se plaint de graves abus d'autorité lors des contrôles.

EDOUARD GEFFRAY

Il y a eu, dans quelques cas, clairement, des comportements inacceptables de la part d'inspecteurs. Donc, on y a mis fin. Il nous les a signalés. On a évidemment repris l'ensemble des procédures qui les intéressaient. Et on y a mis fin quelques semaines après mon arrivée au ministère.

PAUL LARROUTUROU

Le procès en appel de quatre personnes condamnées pour l'assassinat de Samuel Paty s'ouvre aujourd'hui. Son comité de soutien demande son entrée au Panthéon. Vous avez déclaré jeudi que cette panthéonisation devait être « réfléchi ». Où en êtes-vous de vos réflexions après ce week-end ? Est-ce que vous en avez échangé avec l'homme qui prend cette décision, à savoir le Président de la République ?

EDOUARD GEFFRAY

D'abord, effectivement, je vous remercie de le rappeler, c'est le Président de la République, ce n'est pas moi qui prends cette décision. Moi, ce que j'ai dit en réponse à la question qui m'était posée, c'est qu'effectivement, ça nécessite d'être réfléchi, parce que ce ne sont pas les critères habituels d'une panthéonisation. Indéniablement, Samuel Paty est devenu une grande figure symbolique de la République. Jusqu'à présent, le Panthéon a toujours vu entrer des hommes et des femmes dont l'action de leurs vivants avait eu un effet déterminant sur l'avenir de la collectivité nationale. Donc, là, si je puis dire, il est devenu une figure symbolique à son corps défendant. Et donc, suppose que ça se réfléchit. Ça serait une inflexion par rapport aux critères habituels de panthéonisation. Et comme

vous l'avez rappelé, en tout cas, je ne suis pas compétent pour me prononcer sur le sujet.

AGATHE LAMBRET

Edouard GEFFRAY, comme tous les jours, c'est le moment de la question « qui » ? Aujourd'hui, la question : qui ne veut pas d'enfants ? La SNCF est en pleine polémique après le lancement d'une nouvelle offre : une classe optimum plus qui promet du calme, plus de place. Sauf que ces rames sont interdites aux enfants de moins de 12 ans. Est-ce que cela vous a choqué, vous aussi ? Et de quoi est-ce le symptôme, selon vous, ministre de l'Éducation ?

EDOUARD GEFFRAY

Moi, tout ce qui est « no kids », comme on dit aujourd'hui, avec cette espèce d'anglicisme en plus, c'est-à-dire sans enfants, me scandalise profondément. Mais vraiment profondément. Quelle est la société qui peut vivre à ce point dans l'instant, que, là aussi, vissée à ses écrans, elle veut en plus avoir la paix et ne pas être dérangée par ses enfants ? Moi, je suis le ministre de 12 millions d'élèves et d'un million de professeurs qui, tous les jours, construisent l'avenir. Je ne conçois pas qu'on ne construise pas l'avenir. Et je ne conçois pas, de manière générale, d'ailleurs, indépendamment du cas d'espèce, je ne conçois pas qu'on se dise que finalement, c'est mieux de choisir son voisin de train, son voisin de piscine, son voisin de cinéma, etc. Ce n'est pas ça, faire société. Faire société, c'est brasser les gens, c'est brasser les âges. Et donc, moi...

PAUL LARROUTUROU

Vous avez vu le patron de la SNCF ? Ou vous lui dites quoi ce matin ? Vous l'avez eu directement ?

EDOUARD GEFFRAY

Non, je ne l'ai pas eu directement.

PAUL LARROUTUROU

Qu'est-ce que vous lui dites alors ?

EDOUARD GEFFRAY

Et puis je trouve que c'est plutôt... En réalité, ce qui se passe à la SNCF, c'est plutôt le symptôme d'autre chose. Il y en a maintenant dans les cinémas, il y en a dans les hôtels. On va devenir dingue. Donc, moi, ma ligne... Et en plus, il vient juste d'arriver. Et je ne pense pas que ça soit lui qui ait créé cette offre, qui est manifestement plus ancienne que ça. Mais moi, ma ligne, c'est simple, hein, pour reprendre un anglicisme, hein, c'est « everything for kids ».

AGATHE LAMBRET

Tout pour les enfants.

EDOUARD GEFFRAY

C'est-à-dire tout pour les enfants. Parce que sinon, c'est notre avenir qui est en péril. Donc, tout pour les enfants. On fait en sorte que les gens qui en veulent puissent en avoir. On fait en sorte de les éduquer, de les amener au bout de leur potentialité. On les protège, y compris contre les dangers modernes. Et à la fin, on construit l'avenir. Ça, c'est quand même autre chose, en termes d'espoir, que de se dire : « Bah, je vais rester dans mon truc « no kids » avec mon train, mon cinéma, mon home cinéma et ma piscine ».

AGATHE LAMBRET

Et ce sera le mot de la fin. Merci beaucoup Édouard GEFFRAY,
ministre de l'Éducation, d'avoir répondu aux questions de France Info.

EDOUARD GEFFRAY

Merci à vous.

AGATHE LAMBRET

Merci Paul.

PAUL LARROUTUROU

Merci Agathe. 08 :59 :13. FIN